

« Fort de l'appui d'une majorité de 77 députés, le gouvernement doit accepter la tenue d'une commission parlementaire » – Michel Gadbois

Québec, le vendredi 10 octobre 2008 – Fort de l'appui d'une majorité de députés composée de la députation de l'ADQ et du PQ et fort aussi d'un nouveau sondage Léger Marketing commandé par l'ACDA qui révèle entre autres que les trois-quarts des fumeurs québécois consomment du tabac de contrebande, l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation (ACDA) tire la sonnette d'alarme et exhorte aujourd'hui le gouvernement d'accepter la tenue d'une commission parlementaire dès cet automne sur la lutte à la contrebande de tabac.

« Le gouvernement doit se mettre à l'écoute du bon sens. La contrebande de tabac est présentement hors contrôle. S'il s'avère incapable de la juguler, qu'il permette à tout le moins aux groupes concernés et aux parlementaires de se concerter pour lui faire des recommandations », a déclaré Michel Gadbois, vice-président principal de l'ACDA. « Une commission parlementaire sera la première étape d'une amorce de solution qui passera nécessairement par une action plus large et plus intégrée », a souligné M. Gadbois, qui a été, en 1994, l'instigateur de la révolte des dépanneurs ayant incité les gouvernements à adopter un plan d'action de lutte à la contrebande de tabac.

Parmi les faits saillants du sondage Léger Marketing, on apprend que près de la moitié des fumeurs de contrebande (41 %) ignorent commettre un acte illégal lorsqu'ils achètent ce produit, voire même qu'une majorité de 64 % l'ignore lorsqu'ils achètent du tabac dans une réserve indienne sans payer de taxes. De plus, environ 80 % disent ne pas craindre de se faire arrêter par la police ou de traiter avec des groupes criminels. « Par son action incohérente, le gouvernement envoie des signaux contradictoires à la population qui décode que la contrebande est banalisée, voire tolérée. C'est inacceptable et ça ne peut durer ainsi, car la loi, c'est la loi », de lancer M. Gadbois.

La population est d'ailleurs très sévère à l'égard des gouvernements : 78 % des Québécois jugent que les gouvernements manquent carrément de courage politique, sont impuissants ou ne sont pas assez alertés au problème, tandis que 60 % des Québécois se disent en désaccord avec la façon de faire actuelle qui consiste à ne pas appliquer la loi dans les réserves par peur d'engendrer une crise avec les premières nations.

Le sondage Léger Marketing a été réalisé à partir d'un questionnaire auto administré par le Web auprès de 1582 répondants adultes du Québec et de l'Ontario du 23 au 30 septembre 2008. Sa marge d'erreur est de 2,5 %, 19 fois sur 20. Les résultats du sondage sont disponibles sur le site www.enrayezlacontrebande.ca et www.acda-aqda.ca.